

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 6-7

Artikel: Les risques en cette fin de millénaire
Autor: Caveng, Didier
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346014>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les risques en cette fin de millénaire

Notre pays n'a jamais été soumis à des menaces militaires aussi faibles; pourtant depuis la fin de la guerre froide, le nombre des victimes de guerre et de réfugiés n'a jamais été aussi élevé. On règle des comptes et on trace de nouvelles frontières dans le sang: images insoutenables en ex-Yougoslavie, mais aussi au Libéria, en Somalie, au Rwanda, au Burundi, au Zaïre, en Tchéchénie, au Kurdistan, au Soudan et en Afghanistan.

■ Maj Didier Caveng

Dans son rapport du 28 février 1998, la Commission d'étude pour les questions stratégiques souligne que, «selon toute vraisemblance, les Etats qui nous entourent n'entreront plus en conflit armé entre eux et n'attaqueront pas la Suisse». Notre pays se trouve toutefois indirectement confronté à des foyers d'instabilité proches ou lointains, en particulier dans les Balkans, en Europe centrale, autour de la Méditerranée, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie.

L'aide humanitaire devient une tâche immense: le CICR, par exemple, engage plus de 8000 collaborateurs dans 51 pays et doit faire face à des urgences dans plus de 30 zones de conflits.

En cette fin de millénaire, nous sommes aussi confrontés à d'autres dangers qui relèvent de la politique de sécurité, tels que terrorisme, crime organisé, fondamentalismes religieux, destruction de notre environnement, risques de catastrophes, proliférations d'armes de toutes sortes et enrôlement d'enfants-soldats dans des conflits du tiers Monde.

Avant même de trouver une réponse à ces nouveaux risques «infraguerriers», il importe de les mettre en évidence.

Le crime organisé

De puissants réseaux criminels étendent leur activité à travers le monde entier: ils développent le commerce des armes, de la drogue, de la prostitution et des personnes, le blanchiment d'argent, pratiquent le racket et toutes les formes de la corruption. Ces organisations, souvent puissamment armées, amènent de la violence. Elles sont susceptibles de mettre la main sur des armements redoutables.

Par ailleurs, le crime organisé peut prendre de l'influence sur les institutions publiques (administrations, justice, police, etc.) et prendre pied dans l'économie (investissements d'argent sale dans les entreprises). La Suisse exerce un attrait particulier, en raison des failles résultant de notre système fédéraliste. La disproportion actuelle entre ces moyens et ceux de la défense militaire classique est particulièrement frappante au vu des dangers réels. Selon certains experts, le crime organisé pourrait devenir, dans la décennie prochaine,

l'une des plus grandes menaces globales.

Le terrorisme et l'extrémisme violent

Le terrorisme constitue une menace aussi bien réelle que potentielle pour notre sécurité intérieure. Notre pays a été parfois la victime du terrorisme dans le passé et ses citoyens ne seront jamais totalement à l'abri de ces dangers: nous pensons à Louxor.

Dans la mouvance du terrorisme évoluent des groupes militants et extrémistes qui recourent à la violence pour atteindre leurs objectifs politiques. Certains disposent d'armes chimiques et biologiques. L'attentat au sarin du 20 mars 1995 dans le métro de Tokyo démontre la réalité de cette menace. Plus de 3000 personnes ont été intoxiquées et l'on a déploré plusieurs morts.

Au niveau des cercles extrémistes de droite, plusieurs groupes sont recensés en Suisse, tels les révisionnistes et négationnistes, qui nient la réalité du génocide des juifs (Holocauste) durant la Seconde Guerre mondiale: «Nationale Initiative Schweiz», constituée d'une trentaine de membres faisant

l'apologie du nazisme; «skin-heads», groupe d'extrême-droite au comportement radical, raciste et violent.

Parmi les cercles extrémistes de gauche, dont les cibles sont avant tout l'impérialisme, le fascisme et le capital, on peut citer le groupe «Reconstruction révolutionnaire-Zürich» (RAZ) et l'organisation faïtière coiffant quatre groupes régionaux sous l'appellation «Revolutionärer Aufbau Schweiz».

On se souvient aussi des activités violentes exercées en 1997 par les groupes extrémistes turco-kurdes et par le PKK en particulier. Actuellement, elles sont en diminution en Suisse. Depuis le second trimestre 1999, notre armée a procédé à des mesures de renforcement et de sécurité dans les grandes villes suite à l'ar-

restation du leader indépendantiste Abdullah Ocalan.

Dans un passé proche, les actes terroristes commis par l'UCK (Armée de libération du Kosovo) ont été utilisés à des fins de propagande et justifiés dans des publications, dont certaines ont été sorties en Suisse.

Dans le domaine du terrorisme arabo-islamique, le FIS (Front islamique du salut) a compté plusieurs représentants établis en Suisse, lorsque ceux-ci avaient rejeté tout dialogue avec le Gouvernement algérien.

L'attentat perpétré par la «Jamaa Islamiya» et le «Djihad islamique» contre des touristes à Luxor, devant le temple d'Hatchepsout, a coûté la vie entre autres à 36 citoyens ou personnes établies dans notre pays.

Sans fournir une liste exhaustive, il convient de mentionner le LTTE (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*), actif depuis quelques années dans notre pays.

La prolifération des armes atomiques, biologiques et chimiques et des mines antipersonnel

le Rapport Brunner souligne que la prolifération des moyens de destruction de masse constitue un risque majeur. Les inspections d'installations de production et d'entreposage d'armes biologiques et chimiques, menées par l'ONU en Irak dans des conditions difficiles, illustrent l'actualité de cette menace. Il est possible que des armes biologiques, des missiles balistiques ou non-balistiques à moyenne et longue portée, dotés de têtes chimiques ou nucléaires, menacent un jour directement l'Europe. On peut souligner aussi le danger des «valises atomiques», c'est-à-dire d'armes nucléaires miniaturisées et donc facilement transportables.

La prolifération des armes atomiques et surtout de missiles destinés à les projeter se poursuit, malgré les efforts internationaux pour la prévenir. L'utilisation incontrôlée de l'arme nucléaire par des voleurs de bombe ou par des chefs d'Etat déraisonnables constitue aujourd'hui la grande crainte et l'objet de fixation des stratèges. La prolifération reste un danger, parce qu'elle étend le nombre des détenteurs d'armes de destruction massi-



Les affrontements au Kosovo peuvent avoir des conséquences immédiates en Suisse. Caricature d'Elzingre parue dans L'Express (24.6.99)

ve, donc, statistiquement, les possibilités d'accident.

Plus de 250 millions de mines antipersonnel sont aujourd'hui stockées dans le monde. La Chine (110 Mios), la Russie (60-70 Mios), la Biélorussie (plusieurs dizaines de Mios), l'Ukraine (10 Mios), l'Italie (7 Mios) et l'Inde (4-5 Mios) figurent en tête des 108 pays détenant des stocks dans leurs arsenaux.

Flux de réfugiés, désordres, conflits intérieurs et criminalité

Les flux de réfugiés représentent pour beaucoup de pays européens, pour la Suisse également, un véritable défi de politique étrangère et intérieure. Des populations se voient sans cesse poussées à fuir leur foyer et leur patrie pour gagner les grandes agglomérations ou même d'autres pays.

A la fin de l'année 1999, la Suisse comptait 235000 Kosovars, soit la plus forte communauté étrangère dans notre pays. Ces chiffres se recoupent avec l'analyse faite dans *Le Monde* du 19 avril 1999 qui soulignait «qu'au début des frappes aériennes de l'OTAN, le 24 mars, la Suisse recensait environ 200000 Kosovars sur son sol, soit à peu près 10% de la population du Kosovo.» A titre de comparaison, Bâle-Ville recensait à fin 1998 195000 habitants. Tout ceci sans compter la «vague déferlante d'illégaux» s'éparpillant clandestinement chaque mois en Europe.

La guerre en Yougoslavie a renforcé les difficultés des cantons à expulser des requérants déboutés ou délinquants, ce qui crée des tensions spécialement en Suisse alémanique où divers cantons ont exigé des mesures de la Confédération. Plusieurs cantons alémaniques attribuent à ce problème la surpopulation carcérale. A Bâle, Zürich ou Lucerne, on parle de prisons «remplies à ras bord».

La violence des jeunes, d'une façon plus générale, préoccupe également nos politiciens si l'on pense à la décision du Conseil d'Etat genevois de commander un rapport (étude de 78 pages publiée en été 1999) débouchant sur 11 recommandations pour lutter contre ce problème de société.

Plus proche encore et toujours à Genève, les émeutes qui ont eu lieu contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont le bilan représente plusieurs dizaines de millions de dégâts.

Les services de renseignements prohibés

Ces dix dernières années, 36 affaires de service de renseignements prohibé, au sens défini par les articles 271 à 274 et 301 du Code pénal, ont été découvertes en Suisse (dont 2 d'ordre militaire). Elles ont révélé l'implication de 57 personnes (dont 15 citoyens suisses).

A l'étranger, quelque 3000 entreprises-écrans américaines sont contrôlées par la Chine, dans le but de détourner des se-

crets technologiques à des fins militaires. Telle est l'une des conclusions du rapport Cox, un pavé de 700 pages paru en mai 1999, dans une version expurgée par la Maison-Blanche.

Les pressions

La Suisse, étroitement intégrée à l'économie mondiale, est vulnérable face à des pressions internationales. Elles peuvent aller de l'intimidation politique et morale à la menace d'armes conventionnelles, atomiques, biologiques et chimiques, en passant par la perturbation de l'approvisionnement, l'exclusion de marchés importants ou des entraves au commerce. L'efficacité de notre défense passe par la capacité d'intégrer notre réflexion et notre action aux niveaux politiques, diplomatiques, économiques et militaires. Selon le rapport Brunner, le cloisonnement actuel entre ces divers domaines au niveau gouvernemental retarde notre capacité d'analyse et de réaction.

Dans l'affaire des fonds en déshérence, la Suisse a été menacée de boycott par certains Etats d'Amérique du Nord. Pour notre pays, la menace (on a carrément passé du risque à la menace!) était sérieuse: non seulement les Etats-Unis lui achètent un peu plus de 10% de ses exportations, mais cette campagne risquait d'écorner son image à l'étranger!

Information et désinformation

En cas de graves perturbations de l'ordre public et de confrontations violentes, l'in-

formation du public joue un rôle prépondérant. Face à des tensions, lorsque des informations manipulées sont répandues, que des sentiments de peur et d'insécurité se manifestent, l'information et la communication sont des moyens d'action dont il faut reconnaître l'efficacité. Selon le Rapport de la Commission d'étude pour les questions stratégiques, le Conseil fédéral est mal organisé dans ce domaine. Il ne s'agit pas d'agrandir encore l'appareil d'information actuel mais de l'améliorer sur le plan qualitatif, d'en adapter les structures et la hiérarchie.

Un exemple relativement récent de désinformation, c'est la publication d'une photo du ministère allemand de la Défense par la *Tribune de Genève* du 1^{er} mai et par le magazine *Paris-Match*. On y voit les corps d'Albanais du Kosovo massacrés par les Serbes dans le village de Rogova: la couleur rouge maculant les corps des victimes a été volontairement exagérée avec les moyens informatiques de photo-impression.

Contamination

L'année 1999 n'a pas manqué de faits marquants dans ce domaine: après l'affaire de la vache folle, celle de la crise du poulet a éclaté en juin, provoquant la démission des ministres de l'Agriculture et de la Santé belges.

Selon les médias qui ont comparé le scandale à Tchernobyl, cette crise, provoquée par la contamination de farines animales données aux animaux



En Russie, même le nouveau président Poutine ou le général Lebed (photo) ne peuvent espérer la parité stratégique avec les Etats-Unis, mais une stabilité stratégique.

d'élevage, a pris des proportions de «catastrophe nationale». C'est en fait toute l'industrie agro-alimentaire belge qui s'est trouvée menacée. En Suisse, 58 tonnes d'aliments à base d'œufs et 51 tonnes de volaille ont été importées durant la période critique. C'est devenu l'affaire des «poulets à la dioxine consommés en Suisse».

Egalement en juin, la Belgique (encore!), le Luxembourg et la France ont retiré tous les produits Coca-Cola de leurs marchés en raison de la découverte de cas d'hémolyse

(destruction de globules rouges) constatés auprès de plus d'une centaine de personnes.

Dans le domaine de l'industrie, l'exemple tragique de Seveso rappelle l'ampleur de ce type de catastrophe à l'échelle d'une nation.

S'il est vrai que nous nous trouvons aujourd'hui dans une période de relance économique modérée, le souci principal de nos concitoyens demeure la perte d'emploi (avant les phénomènes de drogue et de violence urbaine). Il suffit d'ailleurs de se rappeler l'«année

noire 1997», lorsque 5,2% de notre population active se trouvait sans travail. Du jamais vu depuis 1920! L'effectif de nos chômeurs s'élevait alors à 188304.

Il n'est pas besoin d'être un économiste chevronné pour sentir que les lois régissant l'économie demeurent bien fragiles et que le passage du risque à la menace reste une probabilité non négligeable.

Les risques de guerre classique avec « Rouge »

Alors, que devient notre « ancien adversaire potentiel de l'autre côté du rideau de fer » dans cette nouvelle constellation ?

Le 31 décembre 1999, Eltsine a fait une première en tirant sa révérence. Pour la première fois dans l'histoire du Kremlin, son propriétaire quitte la maison sans y être forcé. Est-ce le début d'une vraie démocratie en Russie ? Ce sera à son successeur de le démontrer après les élections de mars 2000. L'ombre de la guerre en Tchétchénie nous empêche néanmoins de nous complaire dans l'euphorie.

Dans une vision toutefois plus géopolitique, du fait de son déclin dans l'arène internationale et de ses problèmes économiques endémiques, la Russie ne cherche plus la parité stratégique avec les Etats-Unis mais plutôt la stabilité stratégique. La différence est profonde et a des implications au niveau de la position de défense des Etats-Unis, notamment dans la perspective des discussions sur la réduction des armes stratégiques.

Conséquences

La menace classique dépeinte lors de la guerre froide s'est donc sensiblement réduite ; elle est même devenue pratiquement inexistante pour les dix prochaines années. Quand bien même le nouveau propriétaire du Kremlin risque de mener la vie dure aux dirigeants occidentaux, notamment en raison de l'acceptation de nouveaux membres de l'OTAN, la Russie doit faire face à ses problèmes internes endémiques. Cela prendra encore du temps, beaucoup de temps avant que l'on doive envisager d'éventuelles visées expansionnistes.

Aujourd'hui, les urgences sont avant tout la prévention des conflits plausibles, la diplomatie préventive, le maintien de la paix, la gestion des crises, la protection de l'aide humanitaire et des réfugiés, les travaux de reconstruction, les mesures de confiance et de sécurité, la maîtrise des armements, le désarmement, la réhabilitation des sociétés désorganisées par la guerre, le renforcement, la diffusion et la promotion du droit international humanitaire, la protection des minorités et le contrôle démocratique des forces armées.

Pour cela, une défense nationale forte et crédible est plus que jamais d'actualité ; mais elle ne doit plus agir seule. Au contraire, elle doit s'intégrer dans l'Europe qui se construit et être encore davantage présente au sein de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, dans le développement du droit des gens et du droit international humanitaire.

A ce prix, et à ce prix seulement, nous serons à même de gérer une menace, voire une guerre. Dans le cas contraire, il n'y a plus qu'à prier pour que nous n'ayons à gérer que des risques.

D. C.